



# COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

**DELIBERATION**  
**N° CFVU 27-SFP-006**

**RESULTAT DU VOTE**  
Nombre de votants : 30  
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année  
domaine Droit, Economie, Gestion mention Droit social,  
parcours type Droit et sciences du travail européen,  
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
  - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
  - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
  - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
  - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
  - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
  - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
  - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
  - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
  - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master domaine Droit, Economie, Gestion mention Droit social,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la faculté de Droit et Science Politique en date du 13 février 2018,

**La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :**

***Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et sciences du travail européen sont fixées comme suit,***

## **TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 1. Objectifs de la formation**

1.1 - Le Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social, parcours Droit et sciences du travail européen, est une formation universitaire permettant de former des étudiants compétents en économie du travail, en droit social et en ressources humaines, dans une perspective européenne et comparative.

### **ARTICLE 2. Condition d'accès**

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours Droit et sciences du travail européen, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit social, Droit européen, Droit international ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation, et le cas échéant, à la suite d'un entretien. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

### **ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès**

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

### **ARTICLE 4. Redoublement**

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

### **ARTICLE 5. Mobilité internationale**

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2<sup>ème</sup> année du master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours Droit et sciences du travail européen, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

## **TITRE II - ENSEIGNEMENTS**

### **ARTICLE 6. Organisation de la formation**

6.1 - Le master 2<sup>ème</sup> année Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours Droit et sciences du travail européen, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 4 unités d'enseignement, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 54 crédits et 6 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

6.2 - La présence aux cours est obligatoire à l'ensemble des matières des 5 unités d'enseignement.

6.3 - Des étudiants peuvent s'inscrire simultanément au Master Européen en Sciences du Travail pour lequel l'acquisition durant l'année de 24 ECTS dans une université européenne partenaire du réseau Labor Studies ou de l'Ecole des Relations Industrielles de Montréal est indispensable.

## **ARTICLE 7. Voie professionnelle, voie recherche**

7.1 - Pour l'UE5 du semestre 4, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

7.2 - Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de trois mois en entreprise dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

7.3 - Pour la voie Recherche, l'étudiant rédige et soutient un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation de la Présidente de l'université.

## **TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES**

## **ARTICLE 8. Organisation des examens**

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage à l'exception de l'UE3 (contrôle continu) pour le semestre 3 et une session unique pour le semestre 4, dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

## **ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session d'examen**

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées:

Semestre 3 :

Période1 :

**UE1** : les matières de l'UE1 ne donnent pas lieu à une évaluation spécifique; l'implication aux travaux du groupe de compétence est évaluée.

**UE2** :

- un contrôle continu sur la matière « Analyse des organisations »
- Une épreuve d'1 heure 30 minutes sur la matière « Economie du travail », et une épreuve de 3 heures sur chacune des matières « Gestion des ressources humaines » et « Droit du travail approfondi ».

Période 2 :

**UE3** : un contrôle continu sur chacune des matières de l'UE

**UE4** : une épreuve écrite de 3 heures

Semestre 4 :

**UE5** : une note de rapport de stage ou une note de mémoire de recherche. Seuls les mémoires de recherche font l'objet d'une soutenance.

Pour les étudiants qui préparent simultanément le Master Européen en Droit du Travail, les notes obtenues dans l'une des universités partenaires sont prises en compte, sur la base de la grille d'équivalence des notes établie par les universités partenaires, dans les mêmes conditions que les notes obtenues à Toulouse.

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen des 2 semestres est sanctionnée par la note 0. La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu portant sur une matière ou une unité d'enseignement résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme, notamment, d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

#### **ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage**

10.1 - Les unités d'enseignement non validées donnent lieu à une session de rattrapage à l'exception de l'UE3 du semestre 3 et de l'UE5 : stage ou mémoire de recherche du semestre 4. Les notes obtenues dans ces UE seront conservées pour cette session.

10.2 – L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne ainsi que la note obtenue lors de l'évaluation par contrôle continu.

10.3 – Dans l'hypothèse où il n'aura pas pu être présent à l'épreuve de contrôle continu, s'il n'y en a qu'une, ou à toutes les épreuves s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Dans ce cas, il sollicitera par écrit le service de la scolarité au plus tard dans les 10 jours calendaires suivant la fin des épreuves du semestre concerné, en joignant les justificatifs d'absence, afin de demander au Président du jury d'examen à bénéficier d'une possibilité de rattrapage. Cette dernière prendra la forme, dans le calendrier de la session de rattrapage, d'une interrogation orale avec l'enseignant de la matière soumise à contrôle continu.

#### **ARTICLE 11. Bonifications**

11.1 - - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

## **TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION**

### **ARTICLE 12. Condition de validation des unités et des semestres**

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 540/1080 points pour le semestre 3 et 60/120 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis. Toutefois, toute note inférieure à 4 sur 20 est éliminatoire sauf délibération spéciale du jury.

12.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation :

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 540/1080 points pour le semestre 3 et 60/120 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 54 et 6 crédits européens correspondants (ECTS). Toutefois, toute note inférieure à 4 sur 20 est éliminatoire sauf délibération spéciale du jury.

### **ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention**

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes:

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11.99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13.99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15.99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

### **ARTICLE 14. Délivrance du diplôme**

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne au moins égale à 10 et inférieure à 12
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne au moins égale à 12 et inférieure à 14
- BIEN : Quand la note moyenne au moins égale à 14 et inférieure à 16

- TRES BIEN : Quand la note moyenne au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

**Corinne MASCALA**

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie  
Universitaire



PJ : annexes

### Annexe 1 Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours Droit et sciences du travail européen, année 2018/2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points	Total Points Enseignement
UE1 période 1 Sept-déc.	Préparation vie active et mobilité :	Obligatoire	6	62		Travaux divers (Mise à jour de l'annuaire des anciens, organisation conférence annuelle, recherche de partenariats, mise à jour du site internet du Master)	120	120
	Atelier d'insertion professionnelle	Obligatoire		27				
	Valorisation et traitement de l'information	Obligatoire			20			
	Conférences générales et séminaires d'actualité	Obligatoire		35				
UE2 période 1 Sept-déc.	Approches disciplinaires	Obligatoire	24	110				480
	Economie du travail	Obligatoire		20		Epreuve écrite 1h30	120	
	Gestion des ressources humaines	Obligatoire		30		Epreuve écrite 3 h	120	
	Droit du travail approfondi	Obligatoire		30		Epreuve écrite 3 h	120	
	Analyse des organisations	Obligatoire		30		Contrôle continu	120	
UE3 Période 2 Janv-avr.	Approche comparée européenne	Obligatoire	18	72				360
	Systèmes comparés de relations professionnelles	Obligatoire		24		Contrôle continu	120	
	Systèmes comparés d'emploi et de formation	Obligatoire		24		Contrôle continu	120	
	Systèmes comparés de protection sociale	Obligatoire		24		Contrôle continu	120	
UE 4 période 2 Janv-avr.	Politiques sociales et instruments de l'Union européenne	Obligatoire	6	24		Epreuve écrite 3 h	120	120
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre		
TOTAL semestre 3			54	268	20		1080	1080
Semestre 4	enseignements	statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	points	Total Points Enseignement
UE5 A Choix	Voie professionnelle	A choix	6			Rapport de stage	120	120
	Voie recherche					Mémoire et soutenance		
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre		
TOTAL semestre 4			6				120	120
Total année			60	268	20		1200	1200

## **Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification**

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous





<b>Liste des concours soumis à bonification</b>
---

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media